

## Niveau 1 – La politique de la ville

### La politique de la ville : vue d'ensemble

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, nationale et locale, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants.

Elle est conduite par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements dans l'objectif commun d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Elle est mise en œuvre au moyen des contrats de ville.

Education, emploi, sécurité, logement et cadre de vie... la politique de la ville est caractérisée par une approche globale des problèmes urbains, économiques et sociaux. Elle est interministérielle et mobilise l'ensemble des politiques de droit commun et des services publics. Elle dispose aussi de moyens d'intervention spécifiques pour répondre au cumul de difficultés que rencontrent les habitants des quartiers défavorisés.

Avec la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de 2014, les interventions de la politique de la ville ont été redéfinies : l'action publique est concentrée sur 1 512 quartiers prioritaires (QPV) et est organisée dans le cadre de nouveaux contrats de ville. L'État a souhaité simplifier les interventions publiques et resserrer les périmètres d'actions pour concentrer les moyens vers les territoires les plus en difficulté. Désormais, pour identifier les quartiers prioritaires, un critère unique est retenu : la part de la population ayant un revenu inférieur à 11 250 euros par an.

### La politique de la ville dans le Val-d'Oise

Dans le Val-d'Oise, 41 QPV situés dans 26 communes bénéficient de la politique de la ville. Le département compte 207 000 personnes dans ces territoires, soit une personne sur six, ce qui le place au deuxième rang au sein de la région Ile-de-France et au quatrième au plan national.

Les enjeux de cohésion sociale et de vivre-ensemble y sont particulièrement forts : le taux de chômage des habitants des quartiers atteint 25 % et le taux de pauvreté culmine à près de 40 %.

Dans le même temps, le Val-d'Oise fait partie des départements les plus jeunes de France métropolitaine et peut compter sur un fort dynamisme du secteur associatif, de ses salariés et de ses bénévoles.



L'Etat se met en posture d'appui aux initiatives citoyennes et d'engagement à l'égard des jeunes. A ce titre, les crédits dédiés à la politique de la ville dans le département s'élevaient à 9 350 000 euros en 2019, pour financer plus de 900 actions bénéficiant aux habitants, dans les champs de l'éducation, de l'emploi, de l'habitat, du lien social et de la sécurité.

### La mobilisation nationale pour les habitants des quartiers

Le président de la République a appelé à une mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prioritaires le 14 novembre 2017, autour de trois objectifs : « garantir les mêmes droits », « favoriser l'émancipation » et « refaire République » dans les quartiers de la politique de la ville. A l'issue d'une concertation avec l'ensemble des acteurs, une feuille de route en 5 programmes et 40 mesures a été adoptée en conseil des ministres le 18 juillet 2018.

A ce titre, les contrats de ville conclus en 2015 constituent le cadre privilégié de cette concrétisation et ont été prorogés jusque fin 2022, en cohérence avec les engagements de la Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers.

Ils ont pour ambition de décliner, à l'échelle locale, les différentes mesures prises par l'État dans le cadre du plan de mobilisation nationale, et ce dans 5 champs d'intervention : l'emploi, l'éducation, en particulier la lutte contre le décrochage scolaire et la diffusion des valeurs républicaines, la sécurité, le logement et le lien social.

Ces actions engagent, au-delà de l'État : les collectivités territoriales (pacte de Dijon) les entreprises (le paQte) et les associations structurantes au travers d'un partenariat national.

#### En savoir plus :

- [Loi n° 2014-173 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014](#)
- [Dossier de presse \*La France, une chance – Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers\* \(juillet 2018\) – format PDF](#)
- [Point d'étape \*Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers\* \(avril 2019\) – format PDF](#)
- [Dossier de presse \*La Grande Equipe de la réussite républicaine\* \(juin 2019\) – format PDF](#)
- [Ministère de la cohésion des territoires](#)
- [Agence nationale de la cohésion des territoires](#)
- [Conseil national des villes](#)